



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai 2026 à Aarau
Vania Alleva, présidente d'Unia, vice-présidente de l'USS

Toutes et tous dans la rue pour le 1^{er} mai, visibles, combatifs et sans crainte !

(Le texte prononcé fait foi.)

Chères et chers collègues,

C'est un honneur et une joie pour moi de pouvoir être présente ici, à vos côtés, pour ce 1^{er} mai.
Merci de m'avoir invitée.

Le 1^{er} mai, nous portons notre solidarité dans les rues et sur les places publiques dans le monde entier, en étant visibles, combatifs et sans crainte. C'est nécessaire, c'est même indispensable. Nous vivons à une époque de crises qui se superposent et où la loi du plus fort prend le dessus.

Nous devons nous serrer les coudes avec solidarité pour y faire face.

Une nouvelle lutte des classes du haut vers le bas fait rage, ici même, en Suisse. Nous voyons au quotidien les loyers, les primes d'assurance maladie, le stress et la pression au travail augmenter, alors qu'il nous reste de moins en moins d'argent. De plus, la droite et les partis bourgeois s'en prennent systématiquement aux droits des travailleuses et travailleurs : ils cherchent à allonger jusqu'à dix-sept heures les journées de travail qui sont souvent déjà interminables, à vider l'interdiction de travailler le dimanche de son contenu et à faire sauter les salaires minimums cantonaux.

Comme si cela ne suffisait pas, l'initiative « Pas de Suisse à dix millions » de l'UDC, qui sera soumise au vote du peuple le 14 juin, menace les droits de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. Elle cherche à supprimer la libre circulation des personnes avec l'UE et, par-là, le droit de s'établir et de travailler sans subir de discrimination. En même temps, elle entraînerait aussi l'abolition des mesures d'accompagnement et de la protection des salaires suisses qui va de pair. Elle mettrait aussi un terme aux accords bilatéraux qui nous lient à nos pays voisins. Un chaos économique avec la perte de multiples emplois dans l'économie exportatrice en résulterait. C'est pourquoi le slogan de ce 1^{er} mai est « Défendre les salaires et les emplois – Non au repli sur soi ! ».

Nous appelons cette initiative « l'initiative du chaos » parce qu'elle pourrait causer énormément de dommages, un immense chaos.

Disons-le clairement, c'est la plus radicale de toutes les initiatives xénophobes des soixante dernières années. C'est lourd de sens, et Dieu sait que nous en avons vu, des initiatives xénophobes radicales lancées par les Schwarzenbach et les Blocher.

Malheureusement, sous le couvert mensonger de la « durabilité », cette initiative du chaos a des chances d'être acceptée. Les sondages publiés cette semaine doivent toutes et tous nous alerter. La campagne est courte. Nous n'avons que quelques semaines. Nous devons toutes et tous mobiliser, parler aux gens. Nous devons expliquer les vraies intentions de l'UDC. Chaque voix compte. Le public doit comprendre comment l'UDC et ses complices agissent contre les intérêts de l'écrasante majorité de la population suisse.

L'UDC montre son vrai visage avec son initiative : celui d'un parti hostile aux travailleuses et travailleurs. Depuis des années, l'UDC cherche à affaiblir les syndicats qui ne sont pas assez accommodants. Ils sont en effet de puissants obstacles à l'enrichissement sans limites et aux profits abusifs de quelques-uns sur le dos des travailleuses et travailleurs. Récemment, la conseillère nationale UDC bernoise Katja Riem a publiquement reconnu sans détour que le parti des milliardaires ne se préoccupait guère des intérêts des travailleuses et travailleurs. Magdalena Martullo Blocher avait fixé les visées du parti devant les médias dès 2018 : des syndicats forts, des conventions collectives de force obligatoire et une protection des salaires efficace leur sont insupportables. La suppression de la protection des salaires et des mesures d'accompagnement figure aussi clairement dans le programme politique actuel de l'UDC pour la législature en cours.

J'ai récemment participé à une table ronde avec Andreas Glarner de l'UDC, à Baden. Vous le connaissez bien ici. Cela n'a pas été une partie de plaisir. Il a cherché à tout nier, contestant que le parti avait adopté ces objectifs. Un fact-checking en temps réel m'a donné raison. Il a été obligé de le reconnaître.

L'UDC n'a jamais manifesté d'intérêt pour des solutions aux problèmes les plus urgents des travailleuses et travailleurs. Elle veut renverser les salaires minimums cantonaux. En tant que parti du lobby immobilier, l'UDC fait obstacle aux initiatives susceptibles d'alléger la charge qui pèse sur les locataires. Elle sabote la mise en œuvre de l'initiative sur les soins. Elle s'est opposée à la 13^e rente AVS. Et elle ne fait strictement rien pour alléger la charge des primes d'assurance maladie.

L'UDC prétend qu'un plafonnement de l'immigration résoudrait tous les problèmes. Or, c'est tout le contraire. L'initiative du chaos est désastreuse pour l'ensemble des salarié-e-s en Suisse, peu importe que leur nationalité soit suisse ou non. Elle s'en prend frontalement à celles et ceux qui travaillent ainsi qu'à la paix sociale dans notre pays.

Le premier droit qui disparaîtrait serait celui au regroupement familial, avec des conséquences graves pour beaucoup de collègues qui vivent et travaillent ici depuis des années. Le scandale des « enfants interdits » du temps du statut de saisonnier ne doit en aucun cas se reproduire ! En tant que fille d'une travailleuse et d'un travailleur italiens, je sais ce que cela représente pour les individus et les familles. Je connais les conséquences dramatiques de pareilles règles inhumaines qui se répercutent des générations durant. Nous ne devons pas laisser notre pays sombrer à nouveau dans un Apartheid version suisse !

L'initiative de l'UDC réclame aussi dans un deuxième temps la résiliation de la libre circulation des personnes avec l'UE. Cela impliquerait d'abolir le droit des salarié-e-s de s'établir et de travailler

sans subir de discrimination salariale, aussi bien pour les ressortissant-e-s de l'UE en Suisse que pour des centaines de milliers de Suisses vivant dans les États membres de l'UE.

Cette interdiction de discriminer entre salarié-e-s suisses et étrangers est pourtant cruciale pour la lutte contre le dumping salarial. D'anciens régimes discriminatoires tels que le statut de saisonnier ont favorisé l'exploitation des travailleuses et travailleurs de nationalité étrangère dépourvus de droits et ont permis de leur verser des salaires plus bas pour le même travail. Or, cette politique a aussi mis les salaires des collègues suisses sous pression. Aujourd'hui, c'est interdit, mais l'UDC cherche à revenir sur cette avancée pour rouvrir grand la porte au dumping salarial.

C'est hors de question. Nous ne nous laisserons pas diviser. Aidez-nous à renverser l'initiative du chaos de l'UDC le 14 juin. Nous n'y arriverons qu'ensemble.

Les signaux encourageants et nos belles victoires de ces derniers mois et années montrent à quel point nous sommes forts ensemble. Il y a deux ans à peine, nous avons pu instaurer la 13^e rente AVS grâce à notre victoire dans les urnes. Cette avancée sociale majeure pour notre pays a eu un retentissement international. En même temps, nous avons balayé les relèvements de l'âge de la retraite et le démantèlement des caisses de pension. Si nous y sommes arrivés, c'est parce que nous sommes proches des gens et que nous proposons de vraies solutions à leurs préoccupations et à leurs problèmes.

Des signaux encourageants et de belles victoires, disions-nous ? En tant qu'internationaliste, je pense aussi aux défaites retentissantes dans les urnes de l'extrême droite en Italie et d'Orbán en Hongrie. Le succès de ces larges mobilisations est porteur d'espoir en ces temps sombres.

Comme je le disais au début de ce discours, lors de la journée internationale des droits des travailleuses et travailleurs, nous portons notre résistance dans la rue : notre résistance à la politique inhumaine de l'UDC en Suisse, et à celle des trumpistes et des milliardaires de la tech dans le monde entier.

Nous descendons dans la rue ensemble contre les attaques ciblant nos droits, contre la division, contre celles et ceux qui agitent des peurs pour étendre leur pouvoir. Nous apportons une réponse claire : la solidarité. Nous luttons ensemble pour un monde démocratique, libre et en paix, qui repose sur les droits humains et du travail. Ne laissons aucune place aux guerres d'agression, à la répression, à l'autoritarisme, aux dictatures ou à l'exploitation. Nous sommes solidaires des collègues du monde entier qui défendent leur liberté, la démocratie et l'État de droit.

Si l'extrême droite progresse et si l'instabilité politique augmente, nos valeurs de solidarité et de justice sociale seront plus importantes que jamais ! Resistenza ovunque e sempre. Uniti siamo forti!